



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service Environnement, Sous-Produits,
Alimentation Animale et Pharmacie

ANGERS, le 4/01/2023

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIO-METHANE-SEG (SAS)

Les Garennes
49280 LA SEGUINIÈRE

Références : 2022_02_03 fosse Chalouère_RapportInspection

Code AIOT : 0006309358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement BIO-METHANE-SEG (SAS) implanté Les Garennes - 49280 LA SEGUINIÈRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale de contrôle des stockages de digestats produits par les unités de méthanisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIO-METHANE-SEG (SAS)
- Les Garennes - 49280 LA SEGUINIÈRE
- Code AIOT : 0006309358
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Installation de méthanisation agricole collective soumise à autorisation au titre des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 3 | Capacités de stockage déportées en digestats - fosse Chalouère | Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.3 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Stockages déportés des digestats - fosse Chalouère | Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.2.1 | / | Sans objet |
| 2 | Distances implantation stockages digestats - fosse Chalouère | Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.2.1 | / | Sans objet |
| 4 | Dispositifs d'entreposage des digestats - fosse Chalouère | Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 19.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fosse Chalouère n'est pas couverte alors que l'arrêté d'autorisation de l'établissement le prévoit. Un échéancier des travaux de couverture ou des mesures organisationnelles est attendu par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages déportés des digestats - fosse Chalouère

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux et des sols |
| Prescription contrôlée : Les stockages déportés des déchets sont implantés dans les lieux prévus au dossier de demande d'autorisation. |
| Constats : La localisation de la fosse est conforme à celle prévue dans le dossier d'autorisation. La fosse Chalouère n'est utilisée que par le GAEC DE LA MOINERIE. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Distances implantation stockages digestats - fosse Chalouère

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux et des sols |
| Prescription contrôlée : Les aires ou les équipements d'entreposage des matières entrantes et des digestats, pour l'unité de méthanisation et ses lieux déportés, sont situés à au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques. |
| Constats : La fosse de Chalouère est située à plus de 35 mètres des puits, forages, cours d'eau, etc... les plus proches conformément à la réglementation en vigueur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Capacités de stockage déportées en digestats - fosse Chalouère

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux et des sols |
| Prescription contrôlée : La phase solide est stockée au sol avant d'être évacuée vers les fumières déportées représentant une capacité de stockage de 4 560 m ³ . La phase liquide est stockée dans une cuve tampon de 40 m ³ puis transférée vers une poche de stockage de 7 000 m ³ puis vers 12 fosses situées à proximité des parcelles d'épandage, ces fosses sont couvertes et représentent un volume de 19 150 m ³ . |
| Constats : La fosse Chalouère est une fosse géomembrane d'une capacité de 1 800 m ³ comme prévu dans le dossier d'autorisation de l'établissement. La fosse n'est pas couverte alors que l'arrêté d'autorisation de l'établissement le prévoit. Un échéancier des travaux de couverture ou des mesures organisationnelles pour chaque fosse de stockage des digestats est attendu par l'inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 19.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux et des sols |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs permanents d'entreposage des digestats sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit interdit par les dispositions réglementaires en vigueur, soit impossible pour des raisons climatiques ou de mise en œuvre de l'épandage. La capacité d'entreposage correspond à au moins neuf mois de production.</p> <p>Les ouvrages d'entreposage doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Ces ouvrages sont conçus et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.</p> <p>L'entreposage des digestats solides est réalisé dans les fumières couvertes existantes des exploitations agricoles citées à l'article 2.2.1, sous la responsabilité du titulaire du présent arrêté. L'entreposage est réalisé distinctement de tout autre stockage, notamment des effluents de ces exploitations agricoles. Lorsqu'une fumière n'est pas dédiée au stockage des digestats, cette distinction est matérialisée par une séparation étanche de sorte que les jus éventuels provenant des autres stockages ne puissent se mélanger aux digestats. Les ouvrages d'entreposage déportés des digestats liquides sont efficacement clôturés, à une hauteur minimale de 2 mètres, sur la totalité de leur périphérie, de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Les poches semi-enterrées sont équipées d'un dispositif de drainage relié à un regard de contrôle.</p> |
| <p>Constats : La fosse est vide au moment du contrôle. Elle est utilisée en dernier recours lorsque les autres fosses collectives sont pleines.</p> <p>La fosse est clôturée par un grillage de 2 mètres de haut conformément à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le regard de contrôle du drainage est vide.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |